

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 185

23 janvier 2015

SOMMAIRE

123resto	8837	Cheops Participations S.A.	8837
A&A Corporation S.à r.l.	8836	City Shop	8839
Adorea S.A.	8880	ColMunchen S.à.r.l.	8837
Air Berlin 8. LeaseLux S.à r.l.	8880	Crown Growth Opportunities S.C.S. SI- CAV-FIS	8860
Alter Holdings S.A.	8845	Cukai S.à r.l.	8839
AMR Property S.à r.l.	8844	Dellar S.A.	8834
Arcosen S.à r.l.	8868	DGPA-Groupe Molitor	8835
Area Finance S.A.	8840	EEE 3 S.à r.l.	8840
Arlington Property S.A.	8843	Emerald S.A.	8840
Arteva Europe S.à r.l.	8848	Endurance Hospitality Asset S.à r.l.	8842
ArthroCare Luxembourg S.à r.l.	8834	European Triathlon Union	8839
Astrid Luxembourg S.à r.l.	8843	Euroports Holdings S.à r.l.	8880
Ateliers Mécaniques Dostert, s.à r.l.	8843	iCON Master Holdings (GBP) S.à r.l.	8836
Bathmann S.A.	8841	K-TECHNOLOGIE société à responsabili- té limitée	8847
BCN Realty (Barcelona) S.à r.l.	8841	Luxs Foods S.à r.l.	8834
Blue Eagle Capital S.à r.l.	8842	Oha Hotel Diagonal S.à r.l.	8848
Blueprint Capital Partners S.A.	8842	Tanaos S.à r.l.	8839
BMC Vignoble S.A.	8841	The Consultancy S.A.	8848
CA Animation	8838	TZI Sàrl	8834
CaixaBank Global SICAV	8840	VTS Consulting S.à r.l.	8836
Capula P.P. (Lux) S.à r.l.	8851	Werde Holding A.G.	8836
CEIF Luxembourg S.à r.l.	8838		
Century Investments S.A.	8838		

ArthroCare Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 79.875.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Référence de publication: 2014205153/10.
(140229635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Dellar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 1, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 170.227.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Référence de publication: 2014205443/10.
(140229008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Luxs Foods S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4392 Pontpierre, 6, rue d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 182.127.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.
POUR COPIE CONFORME
Référence de publication: 2014205948/11.
(140229383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

TZI Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 70, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 144.900.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze,
Le quinze décembre,
Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Monsieur Tom ZAMBON, commerçant, né à Luxembourg le 29 mai 1980, demeurant à L-3482 Dudelange, 8, rue André Gide,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "TZI S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-3440 Dudelange, 70, avenue Grande-Duchesse Charlotte, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144 900, a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du 3 février 2009, publié au Mémorial C numéro 603 du 19 mars 2009.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "TZI S.à r.l.", préqualifiée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-€) chacune, entièrement libérées.

III.- Que l'associé déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "TZI S.à r.l."

IV.- Que le comparant est propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société, et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que le comparant déclare que les dettes connues seront payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la société dissoute pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-3440 Dudelange, 70, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

IX.- Que pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: T. ZAMBON, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17498. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 23 décembre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014208660/2.

(140232858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

DGPA-Groupe Molitor, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la gare.

R.C.S. Luxembourg B 193.019.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

Informations relatives à la Société

- Dénomination sociale: DGPA - Groupe Molitor
- Droit de l'Etat dont relève la Société: Droit français
- Registre auprès duquel la Société est enregistrée: Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris
- Numéro d'immatriculation de la Société: 398 059 261 RCS Paris
- Forme sociale: Société à responsabilité limitée
- Siège sociale: 9, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France

Informations relatives à la Succursale

- Dénomination: DGPA - Groupe Molitor
- Adresse: 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg
- Activités Courtage d'assurance
- Personnes ayant le pouvoir d'engager la Société à l'égard des tiers et de la représenter en justice:

* La Société pourra être engagée à l'égard des tiers, de manière générale, par la signature individuelle d'un des gérants de la Société. Sont gérants de la Société Monsieur Gilles Zeitoun, Madame Chloé Claudine Eva Zeitoun et Monsieur Thomas Zeitoun, chacun ayant son adresse professionnelle au 9, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France.

* La Succursale pourra être engagée à l'égard des tiers, de manière générale, par la signature individuelle de son gérant unique.

* Est nommé gérant unique de la Succursale Monsieur Gilles Zeitoun, demeurant professionnellement au 9, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France avec effet immédiat et pour une durée indéterminée. Il pourra engager la Succursale en toutes circonstances sous sa seule signature.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour DGPA GROUPE MOLITOR

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014205108/32.

(140230869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Werde Holding A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 95.606.

Les comptes annuels au 16 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014206583/10.

(140229823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

VTS Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 112.136.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014206574/10.

(140230417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

iCON Master Holdings (GBP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 123.477,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.713.

Suite aux résolutions prises en date du 22 décembre 2014 lors du procès-verbal du conseil de gérance, il a été décidé que la Société a changé d'adresse comme suit:

Du: 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

Au: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205116/14.

(140231299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

A&A Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.492.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 18 décembre 2014, que HENLEY TRUST (LUXEMBOURG) S. à r.l., une société à responsabilité limitée établie selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 11 rue de l'Industrie, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172533, a cédé 100 (cent) parts sociales, qu'elle détenait dans la société A&A CORPORATION S.à r.l., ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152492 à Westenwind S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150449

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A&A Corporation S.à r.l.

Geert DIRKX

Gérant unique

Référence de publication: 2014205118/20.

(140231224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Cheops Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 162.338.

1. Monsieur Cornelius BECHTEL a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 24 novembre 2014.
2. Monsieur Jean FELL a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 24 novembre 2014.
3. Monsieur Gérard MATHEIS a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 24 novembre 2014.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Cheops Participations S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014205335/14.

(140231540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

ColMunchen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 116.310.

Il est à noter que:

- L'Associé Col 81 S.à r.l. a transféré son siège social du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

- Le gérant Colony Luxembourg S.à r.l. a transféré son siège social du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014205339/16.

(140229030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

123resto, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 145.428.

Extrait de transfert de parts sociales

Il résulte d'un acte de cession signé sous seing privé en date du 08 décembre 2014 que:

BROADHOUSE INTERNATIONAL SA, société de droit luxembourgeois, immatriculée au RCS Luxembourg sous le N° B 70.620 ayant son siège social au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg, a cédé les vingt-cinq (25) parts sociales qu'elle détenait dans la société 123 RESTO SàRL à Monsieur Franck AMOUYAL, né le 28 juin 1964 à Lyon (France), demeurant au 479, route de Longwy à L-1941 Luxembourg.

Suite à ces transferts, les parts sociales sont détenues comme suit:

1) Sylvain PEREZ	15 parts sociales
2) Noémie NACCACHE	10 parts sociales
3) Patrick ROUSSY	25 parts sociales
4) Franck AMOUYAL	50 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

La société a pris acte du changement d'adresse du gérant Monsieur Franck Amouyal:

- 479, route de Longwy à L-1941 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014206621/24.

(140229462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Century Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.199.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 9 décembre 2014

- La démission de Monsieur Pierluigi TOMASSI de son mandat d'Administrateur est acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Benito ZOLLIA, entrepreneur, né le 16 septembre 1936 à Gorizia (Italie), résidant à Via Mattiolo 15, I-34170 Gorizia (Italie), est coopté, avec effet immédiat, au poste d'Administrateur en remplacement de Monsieur Pierluigi TOMASSI.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire devant se tenir en 2018.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014205377/14.

(140230102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

CEIF Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 573.325,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 108.425.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associée unique de la Société prises en date du 14 novembre 2014, que:

Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, a été réélu en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205367/15.

(140230486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

CA Animation, Société Anonyme.

Siège social: L-7347 Steinsel, 21A, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 113.856.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 19 décembre 2014

En date du 19 décembre 2014, les actionnaires de la Société ont décidé de nommer avec effet immédiat et ce pour une période déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2017, European Foods Company, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B72548, ayant son siège social à l'adresse suivante: 21A, rue de la Libération, L-7347 Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg en tant que nouvel administrateur, avec Monsieur Arthur D'ESPOUS, né le 9 février 1978 à Meaux, France, résidant professionnellement à l'adresse suivante : 6, rue Vital, 75116 Paris, France, en tant que représentant permanent.

En conséquence, le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Alexandre MARGUET, administrateur
- Monsieur Edouard D'ESPOUS, administrateur
- Monsieur Antoine D'ESPOUS, administrateur
- European Foods Company, administrateur représentée par Monsieur Arthur D'ESPOUS

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

CA ANIMATION

Signature

Référence de publication: 2014205353/25.

(140229103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

European Triathlon Union, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg F 3.189.

Les statuts coordonnés au 22 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205499/9.

(140230796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Tanaos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 164.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206463/10.

(140230043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

City Shop, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 48, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 17.952.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par un jugement du 18 décembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée CITY SHOP S.à r.l., avec siège social à L-3440 DUDELANGE, 48 avenue Grande-Duchesse Charlotte, de fait inconnue à cette adresse.

Les frais ont été mis à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Me Yannick GENOT
Le liquidateur

Référence de publication: 2014205383/16.

(140230500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Cukai S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 184.519.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil de Gérance tenue en date du 22 mai 2014.

Il résulte de la réunion du Conseil de gérance tenue en date du 22 mai 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.
- Les gérants M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.
- Le gérant LuxGlobal Management S.à r.l, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2014205352/19.

(140229569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

EEE 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 132.810.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Référence de publication: 2014205508/10.
(140229250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

CaixaBank Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 179.158.

Extrait de la résolution circulaire datée du 12 décembre 2014

Le conseil décide:
- D'élire Monsieur Guillermo Hermida Lascano en qualité de président du conseil d'administration de la Société
Référence de publication: 2014205326/10.
(140228971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Area Finance S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 107.748.

La Convention de Domiciliation concernant la société AREA FINANCE S.A. ayant son siège social 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg R.C.S. Luxembourg: B 107748 a été dénoncée avec effet au 5 décembre 2014 par la société Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014205218/12.
(140228931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Emerald S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 56.560.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie au Luxembourg, le 18 décembre 2014 à 14.00 heures.

Première résolution

Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes:

COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545 ayant pour adresse professionnelle 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg.

Deuxième résolution

Nomination en remplacement du Commissaire aux Comptes FIDUCIARY TUCCI & PARTNERS S.A., RCS Luxembourg B 177.770, 10A, rue Henri Schnadt, bureau 4A, L-1143 Luxembourg.

Troisième résolution

Transfère le siège social de la société du L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014205518/22.
(140229149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BMC Vignoble S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.837.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique datées du 12 décembre 2014

En date du 12 décembre 2014, l'actionnaire unique de la Société a décidé de renouveler les mandats suivants jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020:

- Claudine Schinker, administrateur de Classe A;
- Richard Brekelmans, administrateur de Classe B; et
- BENOY Lex, commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014205303/17.

(140230358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Bathmann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 112.154.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2014

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme BATHMANN S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour BATHMANN S.A.

FIDESCO S.A.

Liquidateur

Référence de publication: 2014205281/18.

(140230274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BCN Realty (Barcelona) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 108.082.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 22 décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. Emmanuel Mougeolle de son poste de gérant de la société avec effet immédiat.
- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014205286/19.

(140230618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Blueprint Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 116.652.

Il résulte de lettres de démission que les Administrateurs suivants, Monsieur Marc SCHMIT, Mme Annie SWETENHAM, Monsieur Reto PIANITA et Monsieur Paolo RAVA ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour extrait conforme

SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2014205301/13.

(140229846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Endurance Hospitality Asset S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 124.540.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre de démission du 19 décembre 2014 que Monsieur Jiri Dederá a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 19 décembre 2014.

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance de la société se compose des gérants suivants:

- Monsieur Martin Nemecek, gérant, et
- Monsieur Tomas Salajka, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014205521/18.

(140230234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Blue Eagle Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 184.229.

Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission des gérants de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 1^{er} décembre 2014, il a été décidé de nommer Ensof Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-184.865, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que Gérant unique de la Société en remplacement des Gérants démissionnaires pour une durée indéterminée.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of the Managers of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 1st December 2014, it has been decided to appoint Ensof Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B-184.865, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as sole Manager of the Company in place of the resigning Managers for an indefinite period.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205299/23.

(140231504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Astrid Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 103.014.650,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 163.082.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 5 décembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Karl Heinz Horrer de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1 décembre 2014.
- de nommer:

* Andrea Pabst, née le 06 Avril 1974 à Gladbeck, Allemagne et résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, aux fonctions de gérante de la Société avec effet au 1 décembre 2014 et ce pour une durée illimitée

* Michael Anatolitis, né le 13 octobre 1980 à Lefkosia, Chypre et résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 1 décembre 2014 et ce pour une durée illimitée.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205156/17.

(140229424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ateliers Mécaniques Dostert, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7397 Hunsdorf, 7, rue François Dostert.

R.C.S. Luxembourg B 64.066.

—
L'an deux mille et quatorze, le 9 décembre 2014.

Il résulte de l'acte sous seing privé du 8 décembre 2014 que Monsieur François DOSTERT, maître-mécanicien, né le 20.8.1953 à Luxembourg, demeurant au L-7246 Walferdange, 19, rue des Prés

a cédé quatre cent vingt (420) parts sociales, qu'il détient dans la société à responsabilité limitée Ateliers Mécaniques Dostert, s.à r.l. (ci-après dénommée la "Société"), ayant son siège social à L-7397 Hunsdorf, 7, Rue François Dostert, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B 64.066, à Monsieur Charles DOSTERT, technicien, Né le 18.07.1979 à Luxembourg, demeurant à L-7420 Cruchten, 54a, rue Principale

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées à partir de ce jour.

Diekirch, le 9 décembre 2014.

Pour Ateliers Mécaniques Dostert, s.à r.l.

François Dostert / Charles Dostert / Jacques Jean Charles Muller

Référence de publication: 2014205159/18.

(140228905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Arlington Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 179.805.

—
Extrait des résolutions prises par les actionnaires en date du 17 décembre 2014

Première résolution:

Les actionnaires prennent acte de la démission de:

- Monsieur Jean Marie Bettinger, administrateur, né le 14 mars 1973, résidant professionnellement au 42 Rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, avec effet au 02 janvier 2015

Deuxième résolution:

Les actionnaires nomment comme administrateur de classe B:

- Monsieur Filippo Campailla, né le 25 septembre 1968 à Ferrara (Italie), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de l'an 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Pour Arlington Property S.A.

Référence de publication: 2014205221/19.

(140229913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

AMR Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 165.060.

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, sous-signé;

ONT COMPARU:

- 1) Monsieur Robert BAUD, demeurant à CH-1936 Verbier, Chemin d'Alani 17 (Suisse), et
- 2) Madame Anne-Marie BOURLES, épouse BAUD, demeurant à CH-1936 Verbier, Chemin d'Alani 17 (Suisse).

Les deux sont ici représentés par Monsieur Fabrice GEIMER, employé privé, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que les comparants sont les seuls associés actuels de AMR Property S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 165060, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 1^{er} décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 89 du 11 janvier 2012, et dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire instrumentant en date du 4 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 279 du 5 février 2013.

Que les comparants ont pris, par leur mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de dix millions quatre cent dix-neuf mille six cents Euros (10.419.600,- EUR), pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent quatre-vingt mille cent quatre-vingt-douze euros (2.780.192,- EUR) à treize millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-douze euros (13.199.792,- EUR), par l'émission de dix millions quatre cent dix-neuf mille six cents (10.419.600) parts sociales nouvelles d'un euro (1,- EUR), jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la société.

Les dix millions quatre cent dix-neuf mille six cents (10.419.600) parts sociales nouvelles ont été souscrites par Monsieur Robert BAUD, pré-qualifié, et intégralement libérées par lui comme suit:

a) par un apport en numéraire de huit millions d'euros (EUR 8.000.000,-) de sorte que ladite somme se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

b) par un apport en nature consistant en une créance de Monsieur Robert BAUD contre la Société de deux millions trois cent quatre-vingt mille euros (2.380.000,-EUR) (la "Créance").

La preuve par l'Actionnaire Unique de la propriété de la Créance a été rapportée au notaire soussigné.

Monsieur Robert BAUD, agissant par l'intermédiaire de son mandataire dûment nommé, a encore déclaré que la Créance est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de la Créance à la Société.

c) par un apport en nature de trente-trois (33) parts sociales sans désignation de valeur nominale dans le capital de la société civile constituée et existant sous les lois de France "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MORIN LECLERC", établie et ayant son siège social à F-75009 Paris, 5, rue Meyerbeer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 313 577 744.

Ces trente-trois (33) parts sociales sont estimées à au moins trente-neuf mille six cents Euros (39.600,- EUR), en vertu du "rapport et certificat" établi par le gérant de la société dont les parts sociales sont apportées (le "Rapport").

Par rapport aux apports ainsi fait, les associés se donnent mutuellement quittance et en ce qui concerne l'évaluation des parts sociales apportées en libération du capital social, ils en assument l'entière responsabilité en se basant sur les comptes de la société apportée arrêtés au 31 décembre 2013.

Le Rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le Mandataire des comparants et le notaire instrumentant, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, les associés ont décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, dont la rédaction aura désormais la teneur suivante:

version française:

“Le capital social est fixé à treize millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-douze euros (EUR 13.199.792,-), représenté par treize millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-douze (13.199.792) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale d’un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.”

version anglaise:

“The share capital is set at thirteen million one hundred ninety-nine thousand seven hundred ninety-two Euros (EUR 13,199,792.-), represented by thirteen million one hundred ninety-nine thousand seven hundred ninety-two (13,199,792) ordinary shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.”

Troisième résolution

Les associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder au nom de la Société à l’enregistrement des parts sociales nouvellement émises.

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de quatre mille sept cents euros.

Déclaration

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des comparants, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. GEIMER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2014 LAC/2014/58972. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205205/81.

(140229741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Alter Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 70.266.

In the year two thousand and fourteen,
on the eleventh day of December.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Alin-Foundation”, a foundation incorporated and existing under the laws of Liechtenstein, established and having its registered office at FL-9490 Vaduz, 21 Herrengasse (Liechtenstein),

here represented by Mrs Marine WURTZ, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to her in Luxembourg, on 13 November 2013,

which has been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of “ALTER HOLDINGS S.A.” (the “Company”), a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 70 266, with a corporate subscribed capital of three hundred thousand US Dollars (300'000.- USD), incorporated by a notarial deed enacted on 19 May 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), on 24 August 1999, under number 641 and page 30755, and the Articles of Incorporation of which were last amended pursuant to a notarial deed dated 17 May 2005, published in the Memorial, on 07 October 2005, under number 1005 and page 48232.

The agenda was the following:

Agenda

1. Decision to put the Company into liquidation;
2. Appointment of the Liquidator and determination of its powers.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve and to put the Company into liquidation as of the date of the present deed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint as sole liquidator of the Company, "GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.", a public limited liability company (société anonyme), with registered office at 89A, Parc d'activités Capellen, Pafbruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 43.298 (the "Liquidator"), which has accepted this mandate.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that the Liquidator shall receive the powers as determined hereafter.

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The Liquidator may accomplish all the acts provided for by article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The Liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance.

The Liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Liquidator may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

The Liquidator may distribute to the Sole Shareholder an advance in cash or in kind on the proceeds of the liquidation.

The Liquidator shall be liable, both to third parties and to the Company, for the execution of the mandate given to him hereby.

The Liquidator's signature binds validly and without limitation the Company in the process of liquidation.

The Liquidator shall draft a report on the results of the liquidation and the employment of the corporate assets with supporting accounts and documents.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant;

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day and time mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze,
le onze décembre.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«Alin-Foundation», une "foundation" constituée et existant sous les lois du Liechtenstein, établie et ayant son siège social à FL-9490 Vaduz 21 Herrengasse (Liechtenstein),

ici représentée par Madame Marine WURTZ, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 13 novembre 2013,

laquelle a été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire Unique») de «ALTER HOLDINGS S.A. (la «Société»), une société anonyme régie et existant selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 70 266, avec un capital social souscrit de trois cent mille Dollars US (300'000.-USD), constituée suivant acte notarié dressé en date du 19 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), en date du 24 août 1999, sous le numéro 641 et page 30755 et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié reçu le 17 mai 2005, publié au Mémorial, en date du 07 octobre 2005, sous le numéro 1005 et page 48232.

L'ordre du jour était le suivant:

Ordre du jour

1. Décider de mettre la Société en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation à compter de la date du présent acte.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de nommer comme seul liquidateur de la Société, «GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.», un société anonyme ayant son siège social au 89A Pafebruch L- 8308 Capellen, et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.298, (le "Liquidateur"), qui a accepté ce mandat.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide que le Liquidateur recevra les pouvoirs comme déterminés ci-après.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le Liquidateur peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans demander l'autorisation de l'Actionnaire Unique dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de procéder à une inscription automatique; renoncer à tous droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions résolutoires; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres charges.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le Liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Le Liquidateur pourra distribuer à l'Actionnaire Unique une avance en numéraire ou en nature sur le boni de liquidation.

Le Liquidateur sera responsable tant envers les tiers qu'envers la Société, pour l'exécution du mandat qui lui est donné.

La signature du Liquidateur lie valablement et sans limitation la Société dans le processus de liquidation.

Le Liquidateur rédigera un rapport sur les résultats de la liquidation et sur l'emploi des actifs sociaux, comptes et documents à l'appui.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande de la comparante le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date et l'heure donnée en tête.

Le document ayant été lu à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, la mandataire a signé avec Nous le notaire, le présent acte.

Signé: M. WURTZ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17200. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014205200/119.

(140229772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

K-TECHNOLOGIE société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Macadam.

R.C.S. Luxembourg B 24.104.

Je soussigné Roland Kuhn, demeurant à 22, rue des Pommiers, L-2343 Luxembourg, vous informe par la présente de ma démission avec effet immédiat de ma fonction de gérant de la société K- Technologie société à responsabilité limitée, rue John L. Macadam, L-1113 Luxembourg, inscrite sous le no. RCS: B 24104.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Roland Kuhn.

Référence de publication: 2014205824/11.

(140231385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

The Consultancy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 3, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 81.291.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014206467/10.

(140229589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Oha Hotel Diagonal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 188.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Léonie Grethen.

Référence de publication: 2014206132/10.

(140229603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Arteva Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 316.585.250,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 67.094.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

KoSa Foreign Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, a share capital of EUR 1.835.018.850,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 100563,

here represented by Mr. Nicolas Griehser, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal on December 5, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing under the laws of Luxembourg under the name of ARTEVA Europe S.à r.l. (the Company), with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 67094, established pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, dated November 16, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 48, dated January 27, 1999, and whose articles of association have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated June 27, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2338, dated September 23, 2013.

II. The Company's share capital is set at three hundred sixteen million five hundred eighty-five thousand one hundred fifty United States Dollars (USD 316.585.150,00) represented by six million three hundred thirty-one thousand seven hundred three (6.331.703) shares of fifty United States Dollars (USD 50,00) each.

III. The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital to the extent of one hundred United States Dollars (USD 100,00) to raise it from its present amount of three hundred sixteen million five hundred eighty-five thousand one hundred fifty United States Dollars (USD 316.585.150,00) to three hundred sixteen million five hundred eighty-five thousand two hundred fifty United States Dollars (USD 316.585.250,00), by the creation and issuance of two (2) new shares of fifty United States Dollars (USD 50,00) each (the New Shares), vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed, declares to subscribe the New Shares and to fully pay them up at their nominal value of fifty United States Dollars (USD 50,00) each, for an aggregate amount of one hundred United States Dollars (USD 100,00), together with a total share premium in the amount of one hundred sixty-four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred United States Dollars (USD 164.999.900,00), by contribution in kind in the total amount of one hundred sixty-five million United States Dollars (USD 165.000.000,00), consisting in the contribution of the following receivables held by KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed (the Receivables), which Receivables are incontestable, payable and due:

- a receivable in the amount of one hundred sixty-two million eight hundred seventy-four thousand eight hundred United States Dollars (USD 162.874.800,00) against KIG, L.P., an exempt limited partnership established and existing under the laws of Bermuda, having its registered office at Crawford House, 50 Cedar Avenue, Hamilton HM 11, Bermuda and registered with the Register of Companies of Bermuda under number 27016; and

- a receivable in the amount of two million one hundred twenty-five thousand two hundred United States Dollars (USD 2.125.200,00) against Invista B.V., a limited liability company established and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at 4D, Fruitlaan, NL-4462 EP Goes, the Netherlands and registered at the Amsterdam Chamber of Commerce under number 34105867.

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by:

- a balance sheet dated as of December 5, 2014 of KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed, "certified true and correct" by its management;

- a contribution declaration of KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed, attesting that it is the unrestricted owner of the Receivables.

Effective implementation of the contribution in kind

KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed, through its proxyholder, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Receivables and possesses the power to dispose of them, them being legally and conventionally freely transferable;

- the Receivables have subsequently not been transferred and no legal or natural person other than KoSa Foreign Investments S.à r.l., prenamed, is entitled to any rights as to the Receivables;

- all further formalities are in course in the jurisdictions of the location of the Receivables in order to duly carry out and formalize their transfer.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated December 5, 2014, annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contribution in kind, expressly agree with its description, with its valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

IV. Pursuant to the above resolutions, the first paragraph of article 5 of the Company's articles is amended and shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Corporate Capital. The capital is set at three hundred sixteen million five hundred eighty-five thousand two hundred fifty United States Dollars (USD 316.585.250,00) represented by six million three hundred thirty-one thousand seven hundred five (6.331.705) ordinary shares with a nominal value of fifty United States Dollars (USD 50,00) each."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately 7,000 euro.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above,

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le cinq décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

KoSa Foreign Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social d'EUR 1.835.018.850,00 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100563,

ici représenté par M. Nicolas Griehser, employé, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 5 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination ARTEVA Europe S.à r.l. (la Société), ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67094, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 novembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 48, en date du 27 janvier 1999, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, en date du 27 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2338, en date du 23 septembre 2013.

II. Le capital social de la Société est fixé à trois cent seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante Dollars Américains (USD 316.585.150,00) représenté par six millions trois cent trente-et-un mille sept cent trois (6.331.703) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars Américains (USD 50,00) chacune.

III. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent Dollars Américains (USD 100,00) pour le porter de son montant actuel de trois cent seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante Dollars Américains (USD 316.585.150,00) à trois cent seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille deux cinquante Dollars Américains (USD 316.585.250,00), par la création et l'émission de deux (2) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars Américains (USD 50,00) (les Nouvelles Parts Sociales), investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée, déclare souscrire les Nouvelles Parts Sociales et les libérer intégralement à leur valeur nominale de cinquante Dollars Américains (USD 50,00) chacune, pour un montant total de cent Dollars Américains (USD 100,00), ensemble avec une prime d'émission totale de cent soixante-quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents Dollars Américains (USD 164.999.900,00), par apport en nature d'un montant total de cent soixante-cinq millions de Dollars Américains (USD 165.000.000,00), consistant en la conversion des créances suivantes détenues par KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée (les Créances), lesquelles Créances sont certaines, liquides et exigibles:

- une créance d'un montant de cent soixante-deux millions huit cent soixante-quatorze mille huit cents (USD 162.874.800,00) contre KIG, L.P., un exempt limited partnership constitué et existant selon les lois des Bermudes, ayant son siège social à Crawford House, 50 Cedar Avenue, Hamilton HM 11, Bermudes et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Bermudes sous le numéro 27016; et

- une créance d'un montant de deux millions cent vingt-cinq mille deux cents (USD 2.125.200,00) contre Invista B.V., une société à responsabilité limitée (Besloten Vennootschap) constituée et existante selon les lois des Pays-bas, ayant son siège social au 4D, Fruitlaan, NL-4462 EP Goes, Pays-Bas et enregistrée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34105867.

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par:

- un bilan au 5 décembre 2014 de KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée, «certifié sincère et véritable» par sa gérance;

- une déclaration d'apport de KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée, certifiant qu'elle est propriétaire sans restriction des Créances.

Réalisation effective de l'apport

KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée, par son mandataire, déclare que:

- elle est seule propriétaire sans restriction des Créances et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;

- les Créances n'ont pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que KoSa Foreign Investments S.à r.l., prénommée, ne détient de droit sur les Créances;

- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans les juridictions de situation des Créances aux fins d'effectuer leur transfert.

Rapport des gérants de la Société

Le rapport des gérants de la Société en date du 5 décembre 2014, annexé aux présentes, atteste que les gérants de la Société, reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérant de la Société à raison de l'apport en nature décrit plus haut, marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation et confirment la validité des souscriptions et libérations.

IV. Suite aux résolutions prises ci-dessus, le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à trois cent seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille deux cinquante Dollars Américains (USD 316.585.250,00), représenté par six millions trois cent trente-et-un mille sept cent cinq (6.331.705) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars Américains (USD 50,00) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 7.000 euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Griehser, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17023. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014205222/172.

(140229217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Capula P.P. (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 191.197.

In the year two thousand and fourteen, the seventeenth day of the month of December;

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

1. Capula Partner Plan (US) LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, with its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, being the holder of twenty-one thousand (21,000) shares (the Sole Shareholder),

here represented by Maître Victorien HÉMERY, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxy, given in Potsdam on 13 December 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, is the sole shareholder of Capula P.P. (Lux) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.197 and having a share capital of twenty-one thousand United States dollars (USD 21,000) (the Company).

The appearing party, represented as stated above, representing the whole share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Stock split of the Company's share capital of twenty-one thousand United States Dollars (USD 21,000) consisting of twenty-one thousand (21,000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, into six (6) different classes of shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, as follows:

- twenty thousand five hundred (20,500) class A shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class A Shares");
- one hundred (100) class B shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class B Shares");
- one hundred (100) class C shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class C Shares");
- one hundred (100) class D shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class D Shares");
- one hundred (100) class E shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class E Shares"); and
- one hundred (100) class F shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "Class F Shares" and together with Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares, the "Shares" and each a "Class").

2. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company that shall now be read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty-one thousand United States Dollars (USD 21,000), represented by (i) twenty thousand five hundred (20,500) class A shares (the "Class A Shares"), (ii) one hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), (iii) one hundred (100) class C shares (the "Class C Shares"), (iv) one hundred (100) class D shares (the "Class D Shares"), (v) one hundred (100) class E shares (the "Class E Shares") and (vi) one hundred (100) class F shares (the "Class F Shares" and together with the Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares, the "Shares" and each a "Class"), with a nominal value of one United States dollar (USD 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own Shares."

3. Amendment of article 6 of the articles of association of the Company that shall now be read as follows:

" Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a Class, in whole but not in part, by the repurchase and cancellation of all Shares in issue of such Class as may be determined from time to time by the board of managers

6.6 The Shares shall be repurchased in reverse alphabetical order of the Classes, starting with the Class F Shares.

6.7 Subsequent Classes shall only become available for repurchase once all the Shares of the preceding Class have been repurchased in full. Each Class becoming available for repurchase according to the rule specified in this article 6 shall be referred to as the "Relevant Class of Shares".

6.8 The Relevant Class of Shares shall be repurchased and cancelled for an aggregate price equal to the fair market value of such Class as determined in article 6.11 below (the "Total Cancellation Amount").

6.9 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class (in the order provided for in article 6.6), such Class gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such Class to the Available Amount (as defined below) and the holders of Shares of the Class to be repurchased and cancelled shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the Relevant Class of Shares held by them and cancelled.

6.10 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.11 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not more than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class. The Total Cancellation Amount for each Class shall be the Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled) of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled). The board

of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share or assimilated premium either in part or in totality.

6.12 The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the holders of Shares of the relevant Class would have been entitled to distributions according to articles 21 and/or 22 of these articles of association, (i) increased by any freely distributable reserves including, as the case may be, the amount of the share premium or assimilated premium and legal reserve reduction relating to the relevant Class to be cancelled, but (ii) reduced by (a) any losses (including carried forward losses), (b) any sums to be placed into non-distributable reserves, each time as set out in the relevant interim accounts and (c) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits); P= any freely distributable reserves including, as the case may be, the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of association; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.13 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.”

4. Amendment of article 21 of the articles of association of the Company that shall now be read as follows:

“ Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company’s assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company’s legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company’s profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 In the event of a distribution, amounts distributed shall be allocated as follows:

(i) Class A Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty-five per cent (0.55%) per year of the nominal value of the Class A Shares issued by the Company;

(ii) Class B Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the Class B Shares issued by the Company;

(iii) Class C Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the Class C Shares issued by the Company;

(iv) Class D Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the Class D Shares issued by the Company;

(v) Class E Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the Class E Shares issued by the Company;

(vi) Class F Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the Class F Shares issued by the Company;

(vii) all as long as they are in existence, and

(viii) the remainder shall be distributed to the Relevant Class of Shares.”

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to split the Company’s share capital of twenty-one thousand United States Dollars (USD 21,000) consisting of twenty-one thousand (21,000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, into six (6) different classes of shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, as follows:

- twenty thousand six hundred (20,600) class A shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class A Shares”);

- one hundred (100) class B shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class B Shares”);

- one hundred (100) class C shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class C Shares”);

- one hundred (100) class D shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class D Shares”);
- one hundred (100) class E shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class E Shares”); and
- one hundred (100) class F shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the “Class F Shares” and together with Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares, the “Shares” and each a “Class”).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company that shall now read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty-one thousand United States Dollars (USD 21,000), represented by (i) twenty thousand five hundred (20,500) class A shares (the “Class A Shares”), (ii) one hundred (100) class B shares (the “Class B Shares”), (iii) one hundred (100) class C shares (the “Class C Shares”), (iv) one hundred (100) class D shares (the “Class D Shares”), (v) one hundred (100) class E shares (the “Class E Shares”) and (vi) one hundred (100) class F shares (the “Class F Shares” and together with the Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares, the “Shares” and each a “Class”), with a nominal value of one United States dollar (USD 1) each.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own Shares.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company that shall now read as follows:

“ Art. 6. Shares.

6.1 The Company’s share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a Class, in whole but not in part, by the repurchase and cancellation of all Shares in issue of such Class as may be determined from time to time by the board of managers

6.6 The Shares shall be repurchased in reverse alphabetical order of the Classes, starting with the Class F Shares.

6.7 Subsequent Classes shall only become available for repurchase once all the Shares of the preceding Class have been repurchased in full. Each Class becoming available for repurchase according to the rule specified in this article 6 shall be referred to as the “Relevant Class of Shares”.

6.8 The Relevant Class of Shares shall be repurchased and cancelled for an aggregate price equal to the fair market value of such Class as determined in article 6.11 below (the “Total Cancellation Amount”).

6.9 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class (in the order provided for in article 6.6), such Class gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such Class to the Available Amount (as defined below) and the holders of Shares of the Class to be repurchased and cancelled shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the Relevant Class of Shares held by them and cancelled.

6.10 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.11 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not more than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class. The Total Cancellation Amount for each Class shall be the Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled) of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled). The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share or assimilated premium either in part or in totality.

6.12 The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the holders of Shares of the relevant Class would have been entitled to distributions according to articles 21 and/or 22 of these articles of association, (i) increased by any freely distributable reserves including, as the case may

be, the amount of the share premium or assimilated premium and legal reserve reduction relating to the relevant Class to be cancelled, but (ii) reduced by (a) any losses (included carried forward losses), (b) any sums to be placed into non-distributable reserves, each time as set out in the relevant interim accounts and (c) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits); P= any freely distributable reserves including, as the case may be, the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of association; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.13 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 21 of the articles of incorporation of the Company that shall now read as follows:

“ Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company’s assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company’s legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company’s profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 In the event of a distribution, amounts distributed shall be allocated as follows:

(i) Class A Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty-five per cent (0.55%) per year of the nominal value of the Class A Shares issued by the Company;

(ii) Class B Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the Class B Shares issued by the Company;

(iii) Class C Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the Class C Shares issued by the Company;

(iv) Class D Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the Class D Shares issued by the Company;

(v) Class E Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the Class E Shares issued by the Company;

(vi) Class F Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the Class F Shares issued by the Company;

(vii) all as long as they are in existence, and

(viii) the remainder shall be distributed to the Relevant Class of Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred Euros (EUR 1.200.-).

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first written above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, represented as stated above, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L’an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

1. Capula Partner Plan (US) LP, une société sous forme de limited partnership constituée et existante selon les lois de Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808,

étant le détenteur de vingt-et-un mille parts sociales (l'«Associée Unique»),

ici représenté par Maître Victorien HÉMERY, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Potsdam, le 13 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, est l'associée unique de Capula P.P. (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.917 et ayant un capital social de vingt et un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 21.000.-) (ci-après la «Société»),

La comparante, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Division du capital social de la Société de vingt et un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 21.000.-) consistant en vingt-et-un mille (21.000) parts sociales ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), en six (6) différentes catégories de parts sociales, ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), comme suit:

- vingt mille cinq cents (20.500) parts sociales de catégorie A ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie A»);

- cent (100) parts sociales de catégorie B ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie B»);

- cent (100) parts sociales de catégorie C ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie C»);

- cent (100) parts sociales de catégorie D ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie D»);

- cent (100) parts sociales de catégorie E ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie E»);

- cent (100) parts sociales de catégorie F ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie F») et ensemble avec les Parts Sociales de Catégorie A, Parts Sociales de Catégorie B, Parts Sociales de Catégorie C, Parts Sociales de Catégorie D et Parts Sociales de Catégorie E, les «Parts Sociales» et chacune une «Catégorie»).

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société qui doit maintenant se lire comme suit:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt-et-un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 21.000.-) représenté par (i) vingt mille cinq cents (20.500) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), (ii) cent (100) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), (iii) cent (100) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), (iv) cent (100) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), (v) cent (100) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), (vi) cent (100) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-).

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.»

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société qui doit maintenant se lire comme suit:

« Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les Parts Sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 Le capital social de la Société pourra être réduit par voie d'annulation d'une Catégorie, de manière entière mais pas en partie, consistant en le rachat et l'annulation de toutes Parts Sociales en émission d'une telle Catégorie, tel que déterminé par le conseil de gérance de temps en temps.

6.6 Les Parts Sociales devront être rachetées dans un ordre alphabétique inverse, en commençant par les Parts Sociales de Catégorie F.

6.7 Les Catégories suivantes ne pourront être rachetées qu'une fois que toutes les Parts Sociales de la Catégorie précédente auront été intégralement rachetées. Pour chaque Catégorie pouvant être rachetée selon les règles prévues au présent article 6, il sera ci-après fait référence à la «Catégorie de Parts Sociales Concernée».

6.8 La Catégorie de Parts Sociales Concernée devra être rachetée et annulée à un prix total équivalent à la valeur de marché de cette Catégorie, telle que définie à l'article 6.11 ci-dessous (le «Montant Total de l'Annulation»).

6.9 Dans le cas où le capital social serait réduit par le rachat et l'annulation d'une Catégorie (dans l'ordre prévu par l'article 6.6), cette Catégorie donnera droit aux détenteurs de celle-ci, au prorata de leur participation dans cette Catégorie, au Montant Disponible (tel que défini ci-dessous) et les détenteurs de Parts Sociales de la Catégorie rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque Part Sociale de la Catégorie de Parts Sociales Concernée, détenue et annulée.

6.10 La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation (tel que défini ci-dessous) par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

6.11 Le Montant Total de l'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance sur la base des comptes intérimaires de la Société arrêtés à une date qui ne saurait être antérieure à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie concernée. Le Montant Total de l'Annulation pour chaque Catégorie correspondra au Montant Disponible (augmenté de la valeur nominale de chaque part sociale à annuler) de la Catégorie correspondante au moment de l'annulation de ladite Catégorie à moins d'une décision contraire du conseil de gérance pour autant que le Montant Total de l'Annulation ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible (augmenté de la valeur nominale de chaque part sociale à annuler). Le conseil de gérance peut décider d'inclure ou d'exclure les primes d'émission ou primes assimilées librement distribuables en partie ou en totalité lors de la détermination du Montant Total de l'Annulation.

6.12 Le Montant Disponible signifie le montant total du bénéfice net de la Société (ce qui inclut le bénéfice reporté), dans la mesure où les détenteurs de Parts Sociales de la Catégorie correspondante auront droit aux distributions conformément aux articles 22 et/ou 23 des présents statuts (i) augmenté de toute réserve librement distribuable, y compris, le cas échéant, le montant des primes d'émission ou primes assimilées et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Catégorie concernée à annuler, mais (ii) diminué par (a) toute perte (y compris les pertes reportées), (b) toute somme à placer en réserves non-distribuables, chaque fois qu'indiqué dans les comptes intérimaires applicables et (c) tous dividendes cumulés et impayés dans la mesure où le BN n'a pas déjà été diminué par ces derniers (afin d'écartier tout doute, sans double comptage), de sorte que: $MD = (BN + B) - (P + RL + DL)$. Où: MD = Montant Disponible; BN = bénéfice net (y compris le bénéfice reporté); B = toute réserve librement distribuable, y compris, le cas échéant, le montant de la réduction du capital et de la réduction de réserve légale en relation avec la Catégorie à annuler; P = toute perte (y compris les pertes reportées); RL = toute somme à placer en réserve(s) non-distribuable(s) conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts; DL = dividendes cumulés et impayés dans la mesure où le BN n'a pas déjà été diminué.

6.13 Une fois que les Parts Sociales de la Catégorie concernée auront été rachetées et annulées, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.»

4. Modification de l'article 21 des statuts de la Société qui doit maintenant être lu comme suit:

« Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6. En cas de distribution, le montant distribué sera réparti comme suit:

(i) les Parts Sociales de Catégorie A donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A émises par la Société;

(ii) les Parts Sociales de Catégorie B donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B émises par la Société;

(iii) les Parts Sociales de Catégorie C donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C émises par la Société;

(iv) les Parts Sociales de Catégorie D donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D émises par la Société;

(v) les Parts Sociales de Catégorie E donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule trentecin pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E émises par la Société;

(vi) les Parts Sociales de Catégorie F donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F émises par la Société;

(vii) chacune d'entre elles aussi longtemps qu'elles existeront, et le solde sera distribué à la Catégorie de Parts Sociales Concernée.»

5. Divers.

L'Associée Unique a requis le notaire instrumentant de bien vouloir acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de la Division du capital social de la Société de vingt-et-un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 21.000.-) consistant en vingt et un mille (21.000) parts sociales ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), en six (6) différentes catégories de parts sociales, ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), comme suit:

- vingt mille cinq cents (20.500) parts sociales de catégorie A ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie A»);

- cent (100) parts sociales de catégorie B ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie B»);

- cent (100) parts sociales de catégorie C ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie C»);

- cent (100) parts sociales de catégorie D ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie D»);

- cent (100) parts sociales de catégorie E ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie E»);

- cent (100) parts sociales de catégorie F ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) (les «Parts Sociales de Catégorie F») et ensemble avec les Parts Sociales de Catégorie A, Parts Sociales de Catégorie B, Parts Sociales de Catégorie C, Parts Sociales de Catégorie D et Parts Sociales de Catégorie E, les «Parts Sociales» et chacune une «Catégorie»).

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui doit maintenant se lire comme suit:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt et un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 21.000.-) représenté par (i) vingt mille cinq cents (20.500) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), (ii) cent (100) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), (iii) cent (100) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), (iv) cent (100) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), (v) cent (100) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), (vi) cent (100) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-).

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.»

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui doit maintenant se lire comme suit:

« Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les Parts Sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 Le capital social de la Société pourra être réduit par voie d'annulation d'une Catégorie, de manière entière mais pas en partie, consistant en le rachat et l'annulation de toutes Parts Sociales en émission d'une telle Catégorie, tel que déterminé par le conseil de gérance de temps en temps.

6.6 Les Parts Sociales devront être rachetées dans un ordre alphabétique inverse, en commençant par les Parts Sociales de Catégorie F.

6.7 Les Catégories suivantes ne pourront être rachetées qu'une fois que toutes les Parts Sociales de la Catégorie précédente auront été intégralement rachetées. Pour chaque Catégorie pouvant être rachetée selon les règles prévues au présent article 6, il sera ci-après fait référence à la «Catégorie de Parts Sociales Concernée».

6.8 La Catégorie de Parts Sociales Concernée devra être rachetée et annulée à un prix total équivalent à la valeur de marché de cette Catégorie, telle que définie à l'article 6.11 ci-dessous (le «Montant Total de l'Annulation»).

6.9 Dans le cas où le capital social serait réduit par le rachat et l'annulation d'une Catégorie (dans l'ordre prévu par l'article 6.6), cette Catégorie donnera droit aux détenteurs de celle-ci, au prorata de leur participation dans cette Catégorie, au Montant Disponible (tel que défini ci-dessous) et les détenteurs de Parts Sociales de la Catégorie rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque Part Sociale de la Catégorie de Parts Sociales Concernée, détenue et annulée.

6.10 La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation (tel que défini ci-dessous) par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

6.11 Le Montant Total de l'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance sur la base des comptes intermédiaires de la Société arrêtés à une date qui ne saurait être antérieure à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie concernée. Le Montant Total de l'Annulation pour chaque Catégorie correspondra au Montant Disponible (augmenté de la valeur nominale de chaque part sociale à annuler) de la Catégorie correspondante au moment de l'annulation de ladite Catégorie à moins d'une décision contraire du conseil de gérance pour autant que le Montant Total de l'Annulation ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible (augmenté de la valeur nominale de chaque part sociale à annuler). Le conseil de gérance peut décider d'inclure ou d'exclure les primes d'émission ou primes assimilées librement distribuables en partie ou en totalité lors de la détermination du Montant Total de l'Annulation.

6.12 Le Montant Disponible signifie le montant total du bénéfice net de la Société (ce qui inclut le bénéfice reporté), dans la mesure où les détenteurs de Parts Sociales de la Catégorie correspondante auront droit aux distributions conformément aux articles 22 et/ou 23 des présents statuts (i) augmenté de toute réserve librement distribuable, y compris, le cas échéant, le montant des primes d'émission ou primes assimilées et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Catégorie concernée à annuler, mais (ii) diminué par (a) toute perte (y compris les pertes reportées), (b) toute somme à placer en réserves non-distribuables, chaque fois qu'indiqué dans les comptes intermédiaires applicables et (c) tous dividendes cumulés et impayés dans la mesure où le BN n'a pas déjà été diminué par ces derniers (afin d'écarter tout doute, sans double comptage), de sorte que: $MD = (BN + B) - (P + RL + DL)$. Où: MD = Montant Disponible; BN = bénéfice net (y compris le bénéfice reporté); B = toute réserve librement distribuable, y compris, le cas échéant, le montant de la réduction du capital et de la réduction de réserve légale en relation avec la Catégorie à annuler; P = toute perte (y compris les pertes reportées); RL = toute somme à placer en réserve(s) non-distribuable(s) conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts; DL = dividendes cumulés et impayés dans la mesure où le BN n'a pas déjà été diminué.

6.13 Une fois que les Parts Sociales de la Catégorie concernée auront été rachetées et annulées, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.»

Quatrième résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société qui doit maintenant se lire comme suit:

« Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 En cas de distribution, le montant distribué sera réparti comme suit:

(viii) les Parts Sociales de Catégorie A donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A émises par la Société;

(ix) les Parts Sociales de Catégorie B donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B émises par la Société;

(x) les Parts Sociales de Catégorie C donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C émises par la Société;

(xi) les Parts Sociales de Catégorie D donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D émises par la Société;

(xii) les Parts Sociales de Catégorie E donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E émises par la Société;

(xiii) les Parts Sociales de Catégorie F donnent droit, au prorata, au paiement d'un dividende préférentiel représentant zéro virgule trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F émises par la Société;

(xiv) chacune d'entre elles aussi longtemps qu'elles existeront, et,

(xv) le solde sera distribué à la Catégorie de Parts Sociales Concernée.»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante, représentée comme dit ci-avant, que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. HÉMERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16485. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205329/509.

(140230349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Crown Growth Opportunities S.C.S. SICAV-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 185.718.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December,

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the partners (the "Meeting") of Crown Growth Opportunities S.C.S., SICAV FIS, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a limited partnership (société en commandite simple), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, Place Dargent, L-1413 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 185.718, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, on 13 March 2014 published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 8 April 2014, number 890 (the "Partnership").

The Meeting was opened at 12:45 CET with Mr Amaury Lambert, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair (the "Chairman"),

who appointed as secretary, Dr. Kristina Lauer, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Mr Owen Rowlands, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the partners of the Partnership present or represented at the Meeting and the number of units held by them are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented partners, signed “ne varietur” by the board of the meeting and the proxyholders, will remain annexed to the present deed.

II. It appears from said attendance list that twenty thousand two hundred eighty (20,280) Class A Units and one hundred eighty-seven seven hundred twenty (187,720) Class O Units, representing the entire share capital of the Partnership, are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all items of the agenda which are known to the partners. The partners declare having been informed on the agenda of the Meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities.

III. That the agenda of the Meeting is the following:

1. amendment to article 1 of the limited partnership agreement of the Partnership (the “LPA”);
2. amendment to article 2 of the LPA;
3. amendment to article 3 of the LPA;
4. amendment to article 7 of the LPA;
5. amendment to article 14 of the LPA;
6. amendment to article 17 of the LPA;
7. amendment to article 18 of the LPA;
8. amendment to article 19 of the LPA;
9. amendment to article 20 of the LPA;
10. amendment to article 21 of the LPA;
11. amendment to article 22 of the LPA;
12. amendment to article 25 of the LPA;
13. amendment to article 26 of the LPA;
14. amendment to article 29 of the LPA; and
15. amendment to article 30 of the LPA.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

Given that the Partnership qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) and has therefore an alternative investment fund manager (“AIFM”), the Meeting resolves that article 1 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“Preliminary

1. Definitions. [...]

(a) words and expressions used in this Agreement shall bear the same meaning as in the offering memorandum of Crown Growth Opportunities S.C.S., SICAV-FIS (the “Partnership”) in issue at any time (the “Memorandum”); [...]”

Second resolution

The Meeting resolves that article 2 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“Constitution, Winding-up

2. Constitution of the partnership. [...]

2.3 The registered office of the Partnership is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of Crown GP III S.à r.l., a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), acting in its capacity as general partner (actionnaire gérant commandité) of the Partnership (the “General Partner”). Each reference to the General Partner herein will be a reference to the General Partner or any person to whom authority has been delegated by the General Partner, including the alternative investment fund manager of the Partnership (the “AIFM”). The address of the registered office of the Partnership may be transferred within the same municipality by a decision of the General Partner.

[...]

2.5 The Partnership qualifies as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers (the “2013 Law”) and has appointed the AIFM in compliance with the directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on AIFMs and amending directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and regulations (EC) n°1060/2009 and (EU) n°1095/2010 (the “AIFMD”) and the 2013 Law. The AIFM, subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner, provides certain portfolio management, risk and compliance management and valuation services and such other support as agreed from time to

time between the Partnership and the AIFM, subject to the investment policies and objectives set out in the sales documents of the Partnership.

2.6 In the case of any inconsistency between the terms in this Agreement and the terms in the Memorandum the former shall prevail.

2.7 The General Partner may, in its absolute discretion, differentiate only between Classes of Units including without limitation as to the fees and expenses payable in respect thereof, denominated currencies, voting rights, hedging and borrowing strategies, distribution policy, transfer and conversion restrictions and the subscription or repurchase of any such Class.”

Third resolution

The Meeting resolves that article 3 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 3. Winding up of the partnership. [...]

3.6 If the Partnership shall be wound up or dissolved, the liquidator(s) may with the authority of a Special Resolution with a quorum of at least one half of the Units or of the share capital,

[...]

3.7 Liquidation proceeds which have not been claimed by the Limited Partners upon the date of liquidation shall remain with the Depositary for the statutory term and thereafter shall be credited to the Caisse des Consignations in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.”

Fourth resolution

The Meeting resolves that article 7 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 7. Eligible investors. [...]

7.2 [...]

(d) require the AIFM or the Investment Advisor to register as an investment adviser under the United States Investment Advisers Act of 1940, as amended (the “Investment Advisers Act”) or any similar law or regulation to the extent the AIFM and the Investment Advisor are not so registered and to the extent such registration would otherwise not be required; or

(e) result in a material change in the tax, legal or regulatory status of the Partnership, its management, its administration, the reasonable business interests of the Partnership, the AIFM or the Investment Advisor, or a change in the Net Asset Value; or

[...]”

Fifth resolution

The Meeting resolves that article 14 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 14. Distribution in kind.

14.1 With the consent of a Limited Partner, the General Partner may decide, at its sole discretion, to effect the repurchase of Units by distributing Investments in kind to such Limited Partner. The Investments transferred to such Limited Partner shall have a value equal to the latest available net asset value reported in respect of such Investment or, if publicly traded, the latest publicly traded quotation on the date of distribution less any Duties and Charges and other expenses of the transfer. The asset allocation in respect of the distribution in-kind is subject to the approval of the Depositary. Any Limited Partner who is receiving the distribution amount in kind shall be entitled to request the sale of any Investments proposed to be distributed in kind and the subsequent distribution of the respective cash proceeds to such Limited Partner. The costs of the sale of the Investments proposed to be distributed in kind shall be borne by the relevant Limited Partner.

[...]”

Sixth resolution

The Meeting resolves that article 17 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 17. General partner.

17.1 The Partnership shall be managed by the General Partner. The General Partner shall be entitled to such remuneration as shall be agreed by the General Partner and disclosed in the Memorandum. The General Partner may also be paid all travelling, hotel and other expenses properly incurred in attending and returning from meetings of the Partner or general meetings or Class meetings of the Partnership or in connection with the business of the Partnership.

17.2 The General Partner may be removed by way of an Ordinary Resolution if such termination is the result of the General Partner’s reckless disregard of its obligations and duties as general partner of the Partnership or of the General Partner’s or the AIFM’s gross negligence, fraud, willful misconduct, criminal conduct in relation to the Partnership or the Partners, bad faith in relation to the Partnership or a material breach of this Agreement or the Investment Management

Agreement which breach cannot be rectified within a reasonable time and has a material adverse effect on the Partners or the Partnership.

17.3 The General Partner may be removed and/or replaced by way of a Qualified Resolution for any or no reason provided that such removal of the General Partner shall be without prejudice to the right of the General Partner to compensation for termination of its appointment equal to the gross amount of the General Partner's annual fee and any such other remuneration as set out in the Memorandum in respect of the Accounting Period immediately prior to the Accounting Period in which the termination occurs.

17.4 If the General Partner is removed as general partner of the Partnership, it shall withdraw from the Partnership in respect of its interest in the Partnership and all obligations and undertakings of the General Partner to the Partnership and the Limited Partners, whether arising pursuant to this Agreement, the Memorandum or the Subscription Agreement, shall cease with immediate effect provided that nothing herein shall affect the liability of any such General Partner for any act or omission prior to such removal.

[...]"

Seventh resolution

The Meeting resolves that article 18 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 18. Powers of the general partner. [...]

18.5 Vis-à-vis third parties, the Partnership is validly bound by the joint signature of two managers of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of managers of the General Partner.

18.6 The General Partner may - in its sole discretion and in accordance with Luxembourg laws and regulations - specify or promise to apply provisions of the Memorandum, of the Agreement or the Subscription Agreement in such a way that they grant individual Limited Partners special or more favorable rights or benefits. This also applies to members of the management and employees of the AIFM and its affiliated companies (in each case including their family members) which are Limited Partners in the Partnership and for funds and clients which are advised or managed by the AIFM or any of its affiliated companies as well as for selected third parties which are Limited Partners in the Partnership. Such deviations and supplements can be done by agreement between the General Partner and the respective Limited Partner ("Side Letter"). Although it is therefore possible that the provisions applicable to Limited Partners in the Partnership deviate in material aspects, the General Partner will only agree to - in general - deviating or supplementing provisions which the General Partner considers not affecting the other Limited Partners in the Partnership adversely. The General Partner will adopt provisions to ensure fair treatment of investors and, whenever an investor obtains preferential treatment or the right to obtain preferential treatment, a description of that preferential treatment, the type of investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the AIF or AIFM, as further disclosed in the Offering Memorandum. The General Partner will provide copies of finalized Side Letters to each Limited Partner on their request. If and as far as conditions agreed upon in a Side Letter are more favorable than the conditions according to the Memorandum, every Limited Partner whose subscription amount corresponds at least to the subscription amount of the respective addressee of the Side Letter has the right - within two months after disclosure of the concerned Side Letter - to request the application of the more favorable conditions of the Side Letter to its interest in the Partnership; this does not apply to more favorable conditions which (i) consider the special tax, supervisory or other legal status of the addressees of the Side Letter, (ii) concern exceptions from the confidentiality obligation, (iii) grant a right to transfer Units or relax any restrictions on such transfers, as well as (iv) concern special reporting or notification duties towards a Limited Partner.”

Eighth resolution

The Meeting resolves that article 19 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 19. Conflict of interest. [...]

19.3 Where organizational arrangements made by the AIFM to identify, prevent, manage and monitor conflicts of interest are not sufficient to ensure, with reasonable confidence, that risks of damage to investors' interests will be prevented, the AIFM shall clearly disclose the general nature or sources of conflicts of interest to the investors before undertaking business on their behalf, and develop appropriate policies and procedures.

19.4 Agreements and other business transactions between the Partnership and any other company or business shall not be affected or become invalid, because one or more members of the management of the General Partner have vested interests in such other company or business. In case a member of the General Partner has any vested interests opposing the interests of the Partnership in connection with a business transaction of the Partnership, the respective member of the General Partner shall disclose to the General Partner such opposing vested interest and shall not take part in the deliberations and voting relating to such transaction. The vested interest of the management member of the General Partner shall be disclosed at the following general meeting provided that the management member of the General Partner shall not be obliged vis-à-vis the Partnership to disclose information if the management member of the General Partner would thereby breach confidentiality obligations.”

Ninth resolution

The Meeting resolves that article 20 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 20. Service providers.

20.1 Subject to the provisions of this Agreement and as specified in the Memorandum, the General Partner may appoint persons, firms or corporations to act as the Partnership’s:

(a) AIFM, to manage the Investments of the Partnership and perform such other duties as agreed upon provided that any AIFM appointed by the Partnership shall be a company approved by the CSSF;

(b) Depositary, to be responsible for the safe-keeping of all the assets of the Partnership and perform such other duties as agreed upon such terms as the General Partner may from time to time (with the agreement of the Depositary) determine. The Depositary shall be a company approved for the purpose by the CSSF and the terms of the Depositary Agreement shall be in accordance with the requirements of the CSSF. In the event of the Depositary desiring to retire or the Partnership desiring to remove the Depositary from office, the General Partner shall use its best endeavors to find a corporation willing to act as Depositary and having the qualifications mentioned herein to act as Depositary and, upon so doing, the General Partner shall appoint such corporation to be Depositary in place of the former Depositary. The appointment of a new Depositary shall be approved by the CSSF. The Depositary shall not retire or be removed from office until the General Partner have found a corporation willing to act as Depositary and such corporation has been appointed as Depositary in place of the former Depositary. Such new Depositary shall be a company approved for the purpose by the CSSF.

The terms of appointment of any Depositary may authorise such Depositary to appoint (with powers of sub-delegation) sub-depositaries, nominees, agents or delegates at the expense of the Depositary or otherwise as determined by the General Partner (with the agreement of the said Depositary).

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Partnership shall be expressly authorized to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Partnership or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law.

If within a period of three (3) months from which the Depositary provides the Partnership with written notice (the “Termination Notice”) that it will terminate the Depositary Agreement (and the Depositary has not withdrawn the Termination Notice), or from the date on which the appointment of the Depositary is terminated by the Partnership in accordance with the terms of the Depositary Agreement, or from the date on which the Depositary ceases to be qualified herein, no new Depositary shall have been appointed, the General Partner may, at its discretion, repurchase all of the Units in issue in accordance with the provisions of article 13 hereof. Following such repurchase of Units, the General Partner or the Depositary, shall forthwith convene an extraordinary general meeting of the Partnership at which there shall be proposed a resolution to appoint a liquidator to wind up the Partnership in accordance with the provisions of article 3. Notwithstanding anything set out above, the Depositary’s appointment shall terminate only on revocation of the Partnership’s authorisation by the CSSF. The Depositary shall cease to hold office in the event of the appointment by the CSSF of a new Depositary;

[...]

(f) Investment Advisor, to advise the AIFM in respect of the Partnership on the investment of the capital of the Partnership. The agreement to be entered into with the Investment Advisor shall be approved by the CSSF;

[...].”

Tenth resolution

The Meeting resolves that article 21 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“Governance

21. General Meetings. [...]

21.4 [...]

(b) whenever the Depositary requests by notice in writing such a meeting to be convened to consider any resolution relating to the termination of the appointment of the Depositary or subject and without prejudice to article 21 hereof, any alteration or amendment of the agreement between the Partnership and the Depositary or any resolution which the Depositary considers necessary in the interests of the Limited Partners;

(c) at the General Partner’s discretion, to consider such business as the General Partner may deem necessary and desirable in the interests of the Limited Partners.

[...].”

Eleventh resolution

The Meeting resolves that article 22 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ 22. Notice of general meetings. [...]

22.2 The General Partner, the AIFM, the Investment Advisor, the Administrator, the Distributor, the Auditors and the Depositary shall be entitled to receive notice of and attend and speak at any general meeting of the Partnership. [...]

Twelfth resolution

The Meeting resolves that articles 25 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“Accounts, Reporting

25. Determination of net asset value/valuation of assets. [...]

25.2 The Net Asset Value shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Partnership, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities, on any such Valuation Day, by the number of Units then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth in the Memorandum. Any changes to the rules as referred under the present article 25 will require confirmation from the Depositary that the proposed amendment will not, in the view of the Depositary, materially prejudice Limited Partners.

25.3

[...]

b. The assets of the Partnership shall be deemed to include not only cash and property in the hands of the Depositary but also the amount of any cash to be received in respect of Units called by the Partnership.

[...]

d. Where notice of a cancellation of Units has been given by the Administrator to the Depositary but such cancellation has not been completed, the assets of the Partnership shall be reduced by the amount payable to the Partners upon such cancellation.

[...]

25.4 The method of calculating the value of the assets of the Partnership is as follows:

a. Any investment listed or dealt on a Recognised Exchange shall be calculated by reference to the last bid price or, if unavailable, the latest mid-market price as at close of business on the Valuation Day, provided that the value of any Investment listed or traded on a Recognised Exchange but acquired or traded at a premium or at a discount outside or off the relevant Recognised Exchange may be valued taking into account the level of premium or discount as at the Valuation Day provided that (i) the General Partner or (ii) a competent person, firm or entity appointed by the General Partner (which may be the AIFM and in any case will be approved for the purpose by the Depositary) must ensure that the adoption of such a procedure is justifiable in the context of establishing the probable realisation value of the Investment. Such premia or discounts thereon above shall be provided by an independent broker or market maker or if such premia/discounts are unavailable, by the AIFM (i.e. if no price is available, then the AIFM may be appointed as competent person to value the Investment);

[...]

c. Investments which are not listed or traded on a Recognised Exchange or which are listed or traded on a Recognised Exchange but in respect of which last bid price/ latest mid-market price is not available or in respect of which the available last bid price/ latest mid-market price does not in the opinion of the General Partner, or of a competent person, firm or corporation appointed by the General Partner and who has been approved for the purpose by the Depositary, represent fair market value shall be valued at their probable realisation value estimated with care in good faith by (i) the General Partner or (ii) a competent person, firm or entity appointed by the General Partner and who has been approved for the purpose by the Depositary;

d. exchange traded derivative instruments (including swaps, futures, share price index futures and options) dealt in on a Recognised Exchange shall be valued at the closing settlement price for such instruments on such market as at the Valuation Day provided that where such closing settlement price is not available for any reason as at a Valuation Day, such value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by (i) the General Partner or (ii) a competent person, firm or entity appointed by the General Partner which may be the AIFM and in any case will be approved for the purpose by the Depositary. The value of any off-exchange traded derivative instruments shall be the price provided for such contracts from an independent pricing service and, if unavailable, the quotation provided by the relevant counterparty at the Valuation Day and shall be valued at least monthly. The valuation shall be approved or verified at least monthly by a party independent of the counterparty appointed by the General Partner and who has been approved for this purpose by the Depositary (and who may be the AIFM). Alternatively, an over-the-counter derivative contract may be valued monthly on the basis of a quotation from an independent pricing vendor with adequate means to perform the valuation or other competent person, firm or corporation (which may include the AIFM) selected by the General Partner and approved for the purpose by the Depositary. Where this alternative valuation is used the Partnership must follow international best practice and adhere to the principles on such valuations established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions and the Alternative Investment Management Association. Any such alternative valuation must be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences

arise these must be promptly investigated and explained. Forward foreign exchange contracts shall be either valued, in accordance with the valuation provisions for off-exchange traded derivatives or by reference to the prevailing market maker evaluations namely; the price as at the Valuation Day at which a new forward exchange contract of the same size and maturity could be undertaken or at the settlement price provided by the counterparty;

e. units or shares in collective investment schemes shall be valued at the latest available bid price of the unit or share as at the Valuation Day for the relevant Dealing Day as advised by the relevant collective investment scheme or its manager. If no such valuation is provided by the collective investment scheme or its manager, or if in the opinion of the General Partner the valuation provided does not represent fair market value, the value of such investments shall be estimated with care and in good faith by a competent person appointed by the General Partner or its delegate or the AIFM and approved for the purpose by the Depositary. The last available net asset value per unit or share may include estimated valuations provided by those collective investment schemes or their managers, more particularly when final valuations are not available yet when the net asset value of the Partnership is being calculated. Accordingly the value of such investments may require (on receipt of subsequently revised final valuations) re-adjustment in certain exceptional circumstances, including, but not limited to, a revision arising from the audit of the financial statements of a relevant collective investment scheme where in the opinion of the AIFM it would have a material effect on the Net Asset Value of the Partnership. Any such adjustment will only be made against the relevant Partnership's current Net Asset Value and previous Net Asset Value calculations will not be revised;

[...]

g. assets denominated in a currency other than in the Denominated Currency of the Partnership shall be converted into that Denominated Currency at the rate (whether official or otherwise) which the General Partner or such competent person appointed by the General Partner and approved for such purpose by the Depositary deems appropriate in the circumstances;

[...]

i. certificates of deposit, treasury bills, bank acceptances, trade bills and other negotiable Investments should each be valued at each Valuation Day at the last bid price/ latest mid-market price on the market in which these Investments are traded or admitted for trading (being the market which is the sole market or in the opinion of the General Partner or its delegate is the principal market on which the Investments in question are quoted or dealt in) plus any interest accrued thereon from the date on which same were acquired. The value of any certificate of deposit or treasury bill which is not listed or admitted for trading shall be the probable realisation thereof estimated with care and good faith by the General Partner or another competent person appointed by the General Partner, provided that the General Partner or such other competent person has been approved for such purpose by the Depositary;

[...]

l. if in any case a particular value is not ascertainable as provided from paragraphs (a) to (k) above or if the General Partner or its delegate shall consider that some other method of valuation better reflects the probable realisation value of the relevant Investment, then in such case the method of valuation of the relevant Investment shall be such as the General Partner or other competent person appointed by the General Partner shall determine, such method of valuation to be approved by the Depositary.

[...]

25.5 [...]

d. the remuneration of the AIFM, the Depositary, the Administrator and the Distributor accrued but remaining unpaid together with a sum equal to the value added tax chargeable thereon (if any) payable on or prior to the relevant Valuation Day;

e. [...]

vi. all expenses connected with publication and supply of information to Limited Partners, in particular the cost of printing and distributing the annual audited report and unaudited half yearly report as well as any Memorandum and the cost of publishing prices of Units in any journal, newspaper or other medium and the costs incurred in respect of meetings of Limited Partners;

vii. all expenses involved in registering the Partnership with governmental agencies and maintaining such registrations including the preparation of financial statements for submission to the CSSF;

viii. all expenses incurred in connection with the Partnership's operation and management including but not limited to the reasonable out-of-pocket expenses of the AIFM, the Depositary and the Administrator and any transaction fee payable to the Depositary or any sub-depositary from time to time;

f. the total amount (whether actual or estimated by the General Partner or a competent person appointed by the General Partner approved for the purpose by the Depositary) of any other liabilities in respect of the Partnership (other than the remuneration of the AIFM, the Depositary, the Administrator) properly payable out of the assets of the Partnership (including all establishment and ongoing administrative fees, costs and expenses) on or prior to the relevant Valuation Day;

[...]

25.6 The General Partner may with the consent of the Depositary at any time and from time to time temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Units or the Net Asset Value and the issue of Units, in the following instances:

[...].”

Thirteenth resolution

The Meeting resolves that article 26 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ **26. Accounts, Reports.** [...]

26.2 The General Partner shall prepare or cause to be prepared and sent to all Limited Partners annual reports to be prepared in accordance with article 20 (2) of the 2013 Law, to be audited and certified by the Auditors and sent not later than four months after the end of the period to which they relate.

[...].”

Fourteenth resolution

The Meeting resolves that article 29 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ **29. Fees and expenses.** [...]

29.2 [...]

(d) all remuneration, fees and expenses due to the General Partner, the Depositary, the AIFM, the Administrator, the Distributor and any other duly appointed service provider (including value added tax (if any) thereon) incurred in connection with the Partnership’s operation and management including, but not limited to, the reasonable out-of-pocket expenses of any of those entities and any transaction fee payable to any of those parties from time to time;

[...].”

Fifteenth resolution

The Meeting resolves that article 30 of the LPA shall be amended and henceforth read as follows:

“ **30. Indemnity.** [...]

30.2 The Depositary, the Administrator, the AIFM, the Distributor and all other service providers duly appointed by the General Partner on behalf of the Partnership shall be entitled to such indemnity from the Partnership upon such terms and conditions as shall be provided under the Depositary Agreement, the Administration Agreement, the Investment Management Agreement, the Distribution Agreement or other duly approved and executed contracts of appointment (as applicable).

[...]

30.4 Any person or persons to whom articles 10 and 13.3 shall apply shall indemnify the Partnership, the General Partner, the Depositary, the Administrator, the AIFM, the Distributor and any Limited Partner for any loss suffered by it or them as a result of such person or persons acquiring or holding Units.

[...].”

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company by reason of this deed are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: A. LAMBERT, K. LAUER, O. ROLANDS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16222. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205347/403.

(140229363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Arcosen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 193.000.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December,
Before Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

La Financière Patrimoniale d'Investissement, a joint-stock company (société par actions simplifiée) organised under the laws of France, having its registered office at 24-26, rue Ballu, 75009 Paris, France and registered with the Paris Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number 444 417 083 (the Subscriber),

hereby represented by Bertrand Geradin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the Subscriber and the undersigned notary, shall remain attached to and shall be filed together with this notarial deed with the registration authorities.

The Subscriber, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

Section I - Definitions

Articles means the articles of association of the Company as amended from time to time;

Board means the board of managers of the Company;

Chairman has the meaning given to it in article 12.2 of the Articles;

Class A Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Class B Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Companies Act means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Company means "Arcosen S.à r.l.";

General Meeting means a general meeting of the shareholders of the Company; and General Meetings means any of them;

Manager means a member of the Board; and Managers means all of them;

Secretary has the meaning given to it in article 14 of the Articles;

Shareholder means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles; and Shareholders means all of them;

Share means any issued share from time to time in the capital of the Company; and Shares means all of them;

Sole Manager means, in the case there is only one Manager, the sole Manager of the Company; and

Sole Shareholder means, in the case there is only one Shareholder, the sole Shareholder of the Company.

Section II - Articles of association

Art. 1. Form, name and number of Shareholders.

1.1 Form and name

There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Arcosen S.à r.l."

1.2 Number of Shareholders

The Company may have a Sole Shareholder or several Shareholders.

Where the Company has only a Sole Shareholder, any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg city. It may be transferred within such municipality by a resolution of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager. The registered office may also be transferred within such municipality by a resolution of the General Meeting or, as the case may be, of the Sole Shareholder.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share capital.

5.1 Outstanding share capital

The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.2 Contribution to a "capital surplus" account

The Board is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the Board, within the limit prescribed by Luxembourg law. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a "capital surplus" account in accordance with Luxembourg law.

In addition, the General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account referred to in the above paragraph.

Art. 6. Amendments to the Share capital. The Share capital may be changed at any time by a decision of the Sole Shareholder or by decision of the General Meeting, in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 7. Profit sharing. The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 19 in any year in which the General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder resolves to make any distribution of dividends.

Art. 8. Indivisible Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares. In case of a Sole Shareholder, the Shares held by the Sole Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised by the General Meeting who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of Shares among the Shareholders.

The transfer of Shares mortis causa to third parties must be accepted by the Shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving Shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Companies Act will apply.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company shall have power to acquire Shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own Share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the Sole Shareholder or the General Meeting. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Sole Shareholder or of one of the Shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management.

12.1 Management

The Company is managed by one or several Managers. If several Managers are appointed, they will constitute a Board. The Manager(s) need not to be Shareholder.

The Manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Meeting, adopted by Shareholders owning more than half of the share capital or, as the case may be, of the Sole Shareholder. The General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder may at any time and without cause (ad nutum) dismiss and replace any Manager, without the latter one being entitled to receive any compensation.

The Shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the Class A Managers) or class B Managers (the Class B Managers).

The Shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

12.2 Meetings of the Board

A chairman pro tempore of the Board (the Chairman) may be appointed by the Board for each Board meeting. The Chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the Board for which he has been appointed. The Chairman pro tempore is appointed, by vote of the majority of the Managers present or represented at the meeting of the Board.

The Board shall meet upon call by any Managers at the place indicated in the meeting notice.

Written meeting notice of the Board shall be given to all the Managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written meeting notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state they have been duly informed and have had full knowledge of the agenda of the meeting. In addition, if all the members of the Board are present or represented during the meeting and they agree unanimously to set the agenda of the meeting, the meeting may be held without having been convened in the manner set out above.

A member of the Board may waive the written meeting notice by giving his/her consent in writing. Copies of consents in writing that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such consents in writing at a meeting of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and at places determined in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Manager as his or her proxy. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or by e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a meeting of the Board.

Any Manager may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or by similar means of communication whereby (i) the Managers attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Managers can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

The Board may validly deliberate and make decisions only if at least the majority of its members is present or represented. However, in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) B Manager are present or represented. Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken into account in calculating the majority. A Manager may represent more than one Manager by proxy, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or more documents containing the resolutions, signed by each Manager, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12.2 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

12.3 Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Manager

The resolutions passed by the Sole Manager shall be documented by minutes or by resolutions in writing. The minutes or the resolutions in writing made by the Sole Manager shall be signed by the Sole Manager.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by all the directors present at such meeting or, as the case may be, by the Chairman.

12.4 Powers of the Board and the Sole Manager

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed any actions necessary or useful in connection with the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the authority of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager.

As long as the Company has only a Sole Manager, the Sole Manager has the same powers as those conferred on the Board. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the Board shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Manager.

12.5 Delegation of powers

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, may appoint one or more persons (délégué à la gestion journalière), who may be a Shareholder or not, or who may be a Manager or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters pertaining to the daily management and affairs of the Company.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is also authorised to appoint a person, either a Manager or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

12.6 Binding signatures

The Company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signatures of any two Managers or (ii), in the case of a Sole Manager, by the sole signature of the Sole Manager.

However, if the Shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

In respect of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature of the person appointed to that effect.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person to whom specific signatory power is granted by the Company, but only within the limits of such power.

Art. 13. Liability of the Manager(s). A Manager assumes, by reason of his/her position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/her in the name of the Company.

Art. 14. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of the Board (the Secretary). The Secretary, who may or may not be a Manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board and, to the extent practical, of the General Meeting, and to keep the records and the minutes of the Board and of the General Meeting in a book to be kept for that purpose in Luxembourg, and she/he shall perform like duties for all committees of the Board (if any) when required. She/he shall have the authority to delegate his powers to one or several persons provided she/he shall remain responsible for the tasks so delegated. The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, to be used as official documents vis-à-vis any third parties.

Article 14 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

Art. 15. General Meetings.

15.1 Powers of the General Meeting or of the Sole Shareholder

As long as the Company has only one shareholder, the Sole Shareholder has the same powers as those conferred on the General Meeting. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the General Meeting shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Shareholder.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders.

15.2 Annual General Meeting - Other General Meetings

An annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

If the Company is composed of several Shareholders, but no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the Shareholders for adoption, the Shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the General Meeting shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General Meetings, including the annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 16. Shareholders' voting rights, quorum and majority.

16.1 Notice of General Meetings

Unless there is a Sole Shareholder, the Shareholders may also meet in a General Meeting upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles or the Companies Act, by the Board or, as the case may be, the Sole Manager, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant General Meeting. The agenda for a General Meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

16.2 Attendance - Representation

All Shareholders are entitled to attend and speak at any General Meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a Shareholder, as its proxy in writing. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a General Meeting.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communication whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.3 Vote

At any General Meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any General Meeting, convened in accordance with the Articles or the Companies Act, for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least three quarters ($\frac{3}{4}$) of the share capital. The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

16.4 Minutes

The minutes of the General Meeting shall be signed by the Shareholders present and may be signed by any Shareholders or the proxyholder(s) representing the Shareholder(s), who so request.

The resolutions adopted by the Sole Shareholder shall be documented in writing and signed by the Sole Shareholder or by the proxyholder representing the Sole Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the General Meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the Sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 17. Financial year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 18. Financial statements. At the end of each Financial Year, the accounts are closed and the Board or, as the case may be, the Sole Manager, draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the applicable laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholder(s) for approval.

Each Shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) Shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual General Meeting.

Art. 19. Appropriation of profits, reserves. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law. That allocation to the legal reserve will cease to be required as soon and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the legal reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s), each Share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, Board or, as the case may be, the Sole Manager, may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Board or, as the case may be, the Sole Manager, fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 20. Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders provided that the Shareholder(s) present or represented hold three quarters ($\frac{3}{4}$) of the share capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board or, as the case may be, the Sole Manager or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, [and the payment of the amounts (if any) stated in the above paragraph] the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 21. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than twenty-five (25) Shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 22. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provisions

The first financial year begins today and ends on 31st December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 30th June 2016.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed in its entirety by the appearing party La Financière Patrimoniale d'Investissement (LFPI), which hereby subscribes to twelve thousand five hundred ordinary Shares with a par value of one euro (1€) each. The subscription amount is allocated to the share capital account of the Company.

All these shares have been paid up in cash for an aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) and therefore the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. Are appointed as managers for an unlimited period:

(i) Claude Crauser born 22/04/1981 in Luxembourg, residing at L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich

(ii) Gilles Etrillard; born 02/09/1957 in Talence, residing at 9 avenue Frédéric le Play, F75007 Paris;

(iii) Philippe Jonquet born 02/05/1978 in Vernon, residing at 9, rue Angélique, F-92160 Antony;

2. The Company shall have its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by Bertrand Geradin, attorney, professionally residing in Luxembourg, the said proxyholder has signed with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douzième jour de décembre,
par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La Financière Patrimoniale d'Investissement, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 24-26, rue Ballu, 75009 Paris, France et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 417 083 (le Souscripteur),

ici représentée par Bertrand Geradin, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom du Souscripteur et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Section I - Définitions

Statuts (Articles) désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre;

Conseil (Board) désigne le conseil de gérance de la Société;

Président (Chairman) a la signification qui lui est conférée à l'article 12.2 des Statuts;

Gérants de Catégorie A a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts;

Gérants de Catégorie B a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts;

Loi de 1915 (Companies Act) désigne la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Société (Company) signifie «LFPI Lux S.à r.l.»;

Assemblée Générale (General Meeting) désigne l'assemblée générale des associés de la Société et Assemblées Générales (General Meetings) désigne plusieurs d'entre elles;

Gérant (Manager) désigne un membre du Conseil; et Gérants (Managers) désigne tous les gérants dans leur ensemble;

Secrétaire (Secretary) a la signification qui lui est conférée à l'article 14 des Statuts;

Associé (Shareholder) désigne toute personne détenant des Parts Sociales ou à qui des Parts Sociales ont été transférées ou émises de temps à autre (excluant la Société) en accord avec les termes des Statuts; et Associés (Shareholders) les désigne tous dans leur ensemble;

Part Sociale (Share) signifie toute part sociale émise de temps à autre dans le capital social de la Société; et Parts Sociales (Shares) les désigne toutes dans leur ensemble;

Gérant Unique (Sole Manager) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Gérant, le gérant unique de la Société; et

Associé Unique (Sole Shareholder) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, l'associé unique de la Société.

Section II - Statuts

Art. 1^{er}. Forme, dénomination et nombre d'Associés.

1.1 Forme et dénomination

Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «Arcosen S.à r.l.».

1.2 Nombre d'Associés

La Société peut avoir un Associé Unique ou plusieurs Associés.

Lorsque la Société n'a un Associé Unique, toute référence aux Associés dans les Statuts est une référence à l'Associé Unique.

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, et notamment mais non exclusivement, des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

En plus, la Société peut acquérir et céder des propriétés immobilières, pour son propre compte, à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et elle peut effectuer toutes les opérations en relation avec des propriétés immobilières, y compris la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères qui ont comme objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de propriétés immobilières.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y compris, mais non exclusivement, leur gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social décrit ci-avant.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la municipalité par une décision du Conseil ou, le cas échéant du Gérant Unique. Le siège social peut également être transféré au sein de cette municipalité par simple décision d'une Assemblée Générale ou, le cas échéant de l'Associé Unique.

Le Conseil ou, le cas échéant le Gérant Unique peut établir des succursales, des bureaux, des centres administratifs et agences en tout lieu qu'il jugera utile, que cela soit à ou en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Art. 5. Capital social.

5.1 Montant du capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales ordinaires d'une valeur de un Euro (1 EUR) chacune.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.

5.2 Apport au compte de «capital surplus»

Le Conseil est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par le Conseil et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

De plus, l'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus mentionné au paragraphe ci-dessus.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'Associé Unique sinon de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 16 des présents Statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer sont alloués de la manière décrite à l'article 19 au cours d'un exercice où l'Assemblée Générale ou, le cas échéant l'Associé Unique, décide de procéder à une distribution de dividendes.

Art. 8. Parts Sociales indivisibles. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de Parts Sociales. Toutes cessions de Parts Sociales détenues par l'Associé Unique sont libres.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts Sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'Assemblée Générale représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de Parts Sociales entre associés.

La cession de Parts Sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les Associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de Parts Sociales. La Société pourra acquérir ses propres Parts Sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de Parts Sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par l'Associé Unique ou une Assemblée Générale. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 16 des Statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des Associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'Associé Unique, sinon d'un des Associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance.

12.1 Gérance

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants. En cas de pluralité de Gérants, ils constituent ensemble un Conseil. Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés.

Les Gérants sont désignés, révoqués et remplacés par une décision de l'Assemblée Générale adoptée par les Associés détenant plus de la moitié du capital social ou, le cas échéant de l'Associé Unique. L'Assemblée Générale ou, le cas échéant, l'Associé Unique peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des Gérants, sans que ce dernier bénéficie de la moindre indemnité.

Les Associés pourront qualifier les Gérants nommés de Gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) ou Gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B).

Le ou les Associés ne prennent pas part à, ni n'interfèrent dans, la gestion de la Société.

12.2 Réunions du Conseil

Un président pro tempore du Conseil (le Président) peut être désigné par le Conseil pour chaque réunion du Conseil. Le Président, si un président a été désigné, présidera la réunion du Conseil pour laquelle il aura été désigné. Le président pro tempore est désigné par un vote de la majorité des Gérants présents ou représentés lors de la réunion du Conseil.

Le Conseil se réunira sur convocation par tout Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de ladite réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence devront être décrits brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans avis de convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de la réunion du Conseil et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. En outre, si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés à une réunion et décident à l'unanimité d'établir un ordre du jour, la réunion pourra être tenue sans convocation préalable effectuée de la manière décrite ci-dessus.

Tout membre du Conseil peut décider de renoncer à la convocation écrite en donnant son accord par écrit. Les copies de ces accords écrits qui sont transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuve des accords écrits à la réunion du Conseil. Une convocation écrite spéciale n'est pas requise pour une réunion du Conseil se tenant aux lieux et dates prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout membre du Conseil pourra se faire représenter à une réunion en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire. Des copies des procurations écrites transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuves des procurations à la réunion du Conseil.

Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant (i) à tous les Gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés (ii) à toute personne participant à la réunion d'entendre les autres participants et de leur parler, (iii) de retransmettre la réunion de façon continue et (iv) aux Gérants de délibérer valablement. La participation à une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication est réputée avoir lieu à Luxembourg.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres du Conseil présents ou représentés. Si un membre du Conseil s'est abstenu de voter ou n'a pas pris part au vote, son abstention ou sa non-

participation ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants par procuration, à condition toutefois qu'au moins deux Gérants soient présents à la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution résultera d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chacun des Gérants, manuellement ou électroniquement au moyen d'une signature électronique reconnue au Luxembourg. La date d'une telle résolution sera celle de la dernière signature.

Le présent article 12.2 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

12.3 Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions du Gérant Unique

Les résolutions prises par le Gérant Unique seront documentées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites. Les procès-verbaux des résolutions écrites du Gérant Unique seront signés par ce dernier.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil seront signés soit par l'ensemble des Gérants présents à ladite réunion soit, le cas échéant, par le Président.

12.4 Pouvoirs du Conseil et du Gérant Unique

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles se rapportant à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont attribués au Conseil ou, le cas échéant, au Gérant Unique.

Lorsque la Société a un Gérant Unique, ce dernier dispose des mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés au Conseil. Dans un tel cas, toute référence dans les présents Statuts à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Conseil sont des références à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Gérant Unique.

12.5 Délégation de pouvoirs

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, peut nommer un ou plusieurs délégués à la gestion journalière, qui peuvent être associés ou non, Gérant ou non, et qui auront les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière de la Société.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est aussi autorisé à nommer une personne, Gérant ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

12.6 Signatures autorisées

La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil ou (ii) la signature du Gérant Unique en cas de Gérant Unique.

Toutefois, si les Associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera engagée par la signature unique de la personne nommée à cet effet.

La Société est en outre engagée par la signature conjointe de toutes les personnes ou la signature unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par la Société, et ce uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les Gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Nomination d'un secrétaire. Un secrétaire pourra être nommé en vertu d'une résolution du Conseil (le Secrétaire). Le Secrétaire, qui peut être un gérant ou non, agira en tant que clerc aux réunions du Conseil et, dans la mesure du possible, aux assemblées générales des associés. Il devra enregistrer le procès-verbal et établir un compte-rendu du Conseil et des Assemblées Générales dans un livre prévu à cet effet conservé au Luxembourg. Ses attributions seront les mêmes pour tous les comités du Conseil (le cas échéant) si nécessaire. Il pourra déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes, à condition qu'il reste seul responsable des tâches ainsi déléguées. Le Secrétaire pourra émettre au nom de la Société, des certificats et extraits à produire devant les cours et tribunaux, et plus généralement à utiliser comme documents officiels vis-à-vis des tiers.

Le présent article 14 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

Art. 15. Assemblées Générales.

15.1 Pouvoirs des Associés ou de l'Associé Unique Tant que la Société a un associé, l'Associé Unique a les mêmes pouvoirs que ceux conférés à l'Assemblée générale. Dans une telle situation, toute référence dans les présents statuts aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des Associés.

15.2 Assemblée Générale annuelle - autres Assemblées Générales

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre lieu au sein de la commune de son siège social, tel que spécifié dans l'avis de convocation à l'assemblée.

Si la Société a plusieurs Associés, sans toutefois dépasser vingt-cinq (25) Associés, les résolutions des Associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent résulter d'un seul et même document ou de plusieurs documents distincts de contenu identique, chacun étant signé par un ou plusieurs Associés. En cas d'envoi de ces résolutions écrites par le ou les Gérants à ou aux Associés en vue de leur adoption, les Associés ont l'obligation - dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi du texte des propositions de résolutions - d'exprimer leur vote écrit en retournant ces résolutions par tout moyen de communication permettant de transmettre un texte écrit. Les règles de quorum et de majorité applicables à l'adoption des résolutions par l'Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption des résolutions écrites.

Chaque Assemblée Générale, y compris l'Assemblée Générale annuelle, se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre endroit du Luxembourg. Une Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si, suivant l'appréciation du ou des Gérants dont la décision est définitive et obligatoire, un cas de force majeure l'exige.

Art. 16. Droits de vote des Associés, quorum et majorité.

16.1 Convocation des Assemblées Générales

Sauf en cas d'Associé Unique, les Associés peuvent aussi se réunir en Assemblée Générale sur convocation conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, du ou des Gérants, ou, par le ou le(s) commissaire(s) aux comptes (le cas échéant), ou, par un groupe d'Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social.

Les convocations envoyées aux Associés indiqueront le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour et la nature des questions qui feront l'objet des délibérations. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale spécifie également, le cas échéant, toute proposition de modification des Statuts et, le cas échéant, inclut le texte des changements concernant l'objet social ou la forme sociale de la Société.

Chaque fois que tous les Associés sont présents ou représentés à une Assemblée Générale et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée peut avoir lieu sans convocation préalable.

16.2 Présence et représentation

Chaque Associé peut participer et prendre la parole à une Assemblée Générale.

Chaque Associé peut prendre part à une Assemblée Générale de la Société en désignant par écrit une autre personne, Associé ou non, comme son mandataire. Des copies des procurations écrites envoyées par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées par l'Assemblée Générale comme preuves de procurations écrites.

Tout Associé peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Associés participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise de façon continue et (iv) les Associés peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion tenue par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à ladite réunion.

16.3 Vote

En dehors des Assemblées Générales convoquées en vue de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts selon le cas, les résolutions sont adoptées par les Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion (ou consultation écrite), les Associés sont convoqués (ou consultés) une deuxième fois et les résolutions sont adoptées, quel que soit le nombre de Parts Sociales représentées, à la majorité simple des voix exprimées.

Les résolutions d'une Assemblée Générale, convoquée conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, aux fins de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts, sont adoptées à la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts ($\frac{3}{4}$) du capital social. La nationalité de la Société peut seulement être modifiée à l'unanimité des Associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

16.4 Procès-verbaux

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale est signé par les Associés présents et peut être signé par les Associés ou par le(s) représentant(s) des Associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'Associé Unique sont constatées par des procès-verbaux signés par l'Associé unique ou par le représentant de l'Associé Unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par le ou les Associés, ainsi que le procès-verbal de l'Assemblée Générale à produire en justice ou à un autre titre, sont signés par le Gérant unique ou par deux (2) Gérants agissant conjointement en cas de pluralité de Gérants.

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'Exercice Social, les comptes sont clôturés et le(s) Gérant(s) dressent un inventaire de l'actif et du passif, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément aux lois applicables.

Les comptes annuels statutaires et/ou consolidés sont soumis à l'approbation du ou des Associés.

Chaque Associé ou son représentant peut consulter les documents financiers au siège social de la Société. Si la Société comprend plus de vingt-cinq (25) Associés, ce droit peut seulement être exercé dans les quinze (15) jours calendaires précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 19. Distribution des bénéfices, réserves. Le bénéfice net annuel de la Société est affecté à concurrence d'au moins cinq pour cent (5 %) à la formation ou l'alimentation de la réserve requise par la loi. Cette affectation à la réserve légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social émis de la Société.

A l'issue de l'affectation à la réserve légale, le ou les Associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables ou de la prime d'émission à ou aux Associés, chaque Part Sociale conférant les mêmes droits dans le cadre de ces distributions.

Sous réserve des conditions (le cas échéant) prescrites par la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux Associés. Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique fixent le montant et la date de paiement de ces acomptes sur dividendes.

Art. 20. Liquidation. La Société peut être dissoute par résolution du ou des Associés adoptée par la moitié des Associés à condition que le ou les associés présents ou représentés détiennent les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera conduite par le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique ou toutes autres personnes (personnes physiques ou personnes morales) nommées par le ou les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après avoir réglé l'ensemble des dettes et passifs de la Société (y compris les frais de liquidation), le boni net de liquidation sera distribué à ou aux Associé(s) de sorte qu'un résultat identique à celui fixé par les règles de distribution prévues pour les versements de dividendes soit atteint sur une base globale.

Art. 21. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises agréé. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) Associés. Un réviseur d'entreprises agréé doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 22. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les Associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se clôt le 31 décembre 2015.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra le 30 juin 2016.

Souscription - Libération

Le capital a été souscrit dans son intégralité par la partie comparante, qui par la présente souscrit à 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales de un Euro (1 EUR) chacune. Le montant de la souscription est alloué au compte du capital social de la Société.

Toutes les Parts Sociales ainsi souscrites ont été libérées par un versement en numéraire d'un montant total de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) et donc le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) se trouve dorénavant et déjà à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée illimitée:

- (i) Claude Crauser né 22/04/1981 à Luxembourg, résidant L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich
- (ii) Gilles Etrillard; né 02/09/1957 à Talence, résidant 9 avenue Frédéric le Play, F75007 Paris;
- (iii) Philippe Jonquet né 02/05/1978 à Vernon, résidant 9, rue Angélique, F-92160 Antony;

2. Le siège social de la Société est établi au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Bertrand Geradin, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 décembre 2014. Relation: RED/2014/2494. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 22 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014205147/675.

(140230303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Adorea S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 188.221.

Le domiciliataire CENTRE LE ROI DAGOBERT S.A. dénonce avec effet au 15/07/2014 le siège social de la société ADOREA S.A. RC Luxembourg B 188221 à L-6735 GREVENMACHER rue Prince Henri 2a.

CENTRE LE ROI DAGOBERT S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2014205180/10.

(140229864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Euroports Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg,

R.C.S. Luxembourg B 117.473.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014205539/10.

(140229355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Air Berlin 8. LeaseLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 142.890.

Gemäß Anteilskaufvertrag vom 16. Dezember 2014 hat die Gesellschaft deutschen Rechts Air Berlin PLC & CO. Luftverkehrs KG., mit Gesellschaftssitz in 42-43 Saatwinkler Damm, D-13627 Berlin, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter der Nummer HRA 23373 B ihre 875 Anteile an der Gesellschaft an die Gesellschafterin Air Berlin Holding Limited, eine Gesellschaft nach englischem Recht mit Amtssitz in The Hour House, 32 High Street, Rickmansworth, Hertfordshire WD3 1ER, Großbritannien, eingetragen im Companies House for England and Wales unter der Nummer 6064145, mit Wirkung zum 21. Dezember 2014 verkauft.

Somit ist die Gesellschaft Air Berlin Holding Limited mit Wirkung zum 21. Dezember 2014 Alleingesellschafterin der Gesellschaft.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205134/17.

(140229519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.
